

Loriane Ferreira (Université Lyon 2), Maële Giard (Université Lyon 2), Mathilde Girault (Université de Lyon), Guillaume Faburel (Université Lyon 2)

Enjeux spatiaux dans les stratégies habitantes d'empuissancement

La ville face aux crises écologiques et sanitaires : unique modèle d'organisation politique et de vie collective ?

17% des parisiens ont quitté la capitale à l'arrivée du confinement, cherchant une échappatoire dans un logement plus grand, l'accès à un jardin voire des chemins de campagne, un lieu de vie plus calme, un paysage plus vert... Surtout, le ralentissement forcé et l'enfermement ont nourri des désirs latents de transformation de son style-de-vie¹, pour laquelle le déménagement en dehors des métropoles apparaît comme première condition. 200 000 ménages ont même annoncé en avril 2020 vouloir quitter les grandes villes. S'il s'agit *a priori* de s'offrir un environnement de vie jugé plus calme et agréable, il nous semble que ces réactions ne s'inscrivent pas dans le seul fantasme d'un retour classiste à la nature : tout comme les mouvements précédents (Hervieu et Léger, 1979), elles témoignent surtout d'une contestation de la fragilité des modes de vie urbains, par la dépendance à des services et équipements pour répondre à un certain nombre de besoins premiers et par l'incapacité d'y répondre par soi-même. Les débats qui en ont suivi sur la dépendance alimentaire des grandes villes ou la nouvelle passion habitante pour les moyens de maraîchage (ex : semences) traduisent certes un désir de ré-empuissancement, c'est-à-dire d'expression de ses capacités à agir, mais plus encore un questionnement vif sur les contraintes spatiales, dépendances servicielles et plus largement chaînes comportementales de l'urbain dense.

Questionner les représentations urbaines du politique

Pourtant, ces critiques sont encore largement associées à des utopies rurales, portées par une classe sociale pouvant s'assurer les conditions de revenus : un large pan de la pensée politique et la littérature scientifique s'est construit sur la représentation des villes comme lieux d'émancipation des individus, de solidarités sociales et de vie culturelle et démocratique. Les villes seraient le seul lieu où pourrait se penser et s'organiser une vie collective. C'est oublier les capacités de révolte des milieux ruraux (Noiriel, 2018), leurs engagements militants ouvriers ou altermondialistes (Lagrave, 2004 ; Martin, 2005). Alors que la Covid a soulevé le rôle des lieux dans le sentiment de capacité habitante, ces représentations politiques de la ville ne sont toujours pas questionnées. Même dans les milieux de la militance écologique, les effets spatiaux

¹ https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/04/27/immobilier-le-confinement-renforce-l-appel-du-vert-et-le-desir-de-maison_6037839_3224.html

de l'effondrement et de l'empuissancement s'avèrent peu pensés. Dans quelle mesure pouvons-nous continuer dans cette voie/x de l'impensé, et plus encore de l'impensable ?

Quels espaces et territoires d'une politisation écologique habitante ?

Nous proposons d'étudier l'impensé spatial de l'empuissancement habitant, en partant de ceux qui, à l'inverse, sont de plus en plus pensés par les habitant.e.s ils-elles-mêmes comme facilitateurs d'une reprise de leurs formes d'habiter en faveur de modes de vie plus écologiques, plus soucieux de la diversité du vivant et du ménagement des ressources ? Certes, qu'est-ce que ces territoires leurs apportent ? Mais surtout, quelles critiques sociales de l'écologie et imaginaires créatifs du politique permettent-ils d'exprimer ?

A cet égard, nous proposons de nous intéresser aux territoires périurbains, souvent pensés comme un espace peu valorisé et un choix subi pour les populations les plus modestes voulant accéder à la propriété. L'éloignement de la ville est perçu comme une contrainte, car tous et toutes ne peuvent et ne doivent aspirer qu'à une seule chose : la métropole dense, le béton tout autour, l'amoncellement des corps.

Nous souhaitons aussi réinscrire ces espaces périurbains dans leurs milieux environnementaux, alors qu'ils sont souvent étudiés à l'échelle soit du maillage métropolitain, soit de la parcelle pavillonnaire, lorsque ce n'est pas du fameux "esprit village". Replacer au cœur de nos questionnements non seulement l'habitant.e, mais plus généralement le vivant et toutes ses manières d'interagir en s'extrayant d'un anthropocentrisme permanent. Dans cette perspective territorialiste, les espaces périurbains pourraient représenter une réelle porte d'entrée vers des organisations politiques et des rapports d'altérité, plus respectueux du vivant qui compose ces environnements.

La notion de biorégion permet d'incarner cette perspective car elle suppose de repenser les découpages territoriaux, hérités des cadres et ordres institutionnels, et propose un agencement respectant les communautés biotiques et humaines. Nous aimerions voir comment certains territoires périurbains peuvent fonder en raison un habiter et un imaginaire biorégionalistes, en croisant l'agencement de capacités écologiques d'autonomie, à la fois individuelles ou collectives. Voilà qui pourrait peut-être aider à penser des géographies alternatives et leurs écologies politiques selon nous entrevues par la crise.